building democracy for peace, development and human rights in africa

African Democracy Forum

Déclaration de l'ADF sur la liberté de la presse et la liberté d'expression en Somalie

7 octobre 2009

Le Forum africain pour la démocratie (ADF), un réseau de plus de 450 organisations de la démocratie et des droits de l'homme partout l'Afrique, est profondément préoccupé par la persistance et l'escalade des attaques contre les journalistes et les organismes de médias en Somalie. L'ADF a été informée par son membre, l'Union nationale des journalistes somaliens (NUSOJ), que jusqu'à présent cette année, six journalistes somaliens ont été tués, quarante sont entrés en exil, trente ont reçu des menaces de mort, et quinze ont été détenus illégalement par les autorités. En outre, de nombreuses maisons des médias ont été fermées, le contenu du programme a été censurés, et la musique et les chansons ont été interdites.

Dans le pays avec un conflit violent prolongé, la situation pour des journalistes a été désastreuse. Le jour de nouvelle année cette année, Hassan Mayow Hassan, un journaliste pour le Radio Shabelle, a été tué près de sa ville natale d'Afgoye, 30 km à l'ouest de la capitale Mogadiscio. En Février 2009, Said Tahlil Ahmed, le directeur du HornAfrik Radio, a été tire a la mort par des membres d'Al-Shabaab tandis qu'il se rendait pour rencontrer les chefs du groupe. Mohamud Mohamed Yusuf du Radio IQK a été tué en Juillet en raison de la violence infestant le capital. Son meurtre a apporté le nombre total des journalistes somaliens tués en 2009 à six, faisant du pays le plus dangereux pour les journalistes dans le monde. Depuis 2007, 15 journalistes ont été tués dans le pays, selon le Committee to Protect Journalists.

Fin août 2009, deux journalistes de la région de Gedo en Somalie ont été empêchés du reportage pour le Radio Markabley, le seule organisation de nouvelles dans la région par Al-Shabaab «administration islamique.» Elle a également exigé de la station d'éliminer toutes les chansons séculaires de ses émissions; tous les programmes musicaux, des interviews, des annonces et des nouvelles, ainsi que toute les femmes journalistes travaillant comme les radiodiffuseurs pour la station.

La situation périlleuse confrontés les journalistes somaliens est causé non seulement par les conflits violents entre groupes armés, mais aussi par les gouvernements régionaux eux-mêmes. Par exemple, le gouvernement de la semi-autonome du Puntland a récemment suspendu trois correspondants du Voice of America, apparemment en raison de leur interview avec un chef religieux que beaucoup croient a des ambitions pour défier le gouvernement actuel.

Selon le rapport récemment publié par NUSOJ, « la liberté des médias maintenue dans des limites», le gouvernement de la République semi-autonome du Somaliland a récemment pris des mesures pour effectuer la suppression calculée et organisée du journalisme indépendant. Par exemple, le 23 août 2009, journalistes de la région ont été condamnes des crimes de engagement contre la nation de Somaliland pour le travail qui critiquait le gouvernement et les fonctionnaires régionaux.

La situation actuelle sont confrontés les journalistes dans toute la Somalie représente davantage de coup à un pays déjà confronté à défis d'énormes à son développement démocratique. Il est fondamental que la liberté d'expression et la liberté de la presse sont protégés comme la Somalie vise à finir ses conflits violents et de se préparer pour accomplir le progrès démocratiques. Il est particulièrement important pour les conflits violents, comme en Somalie, que la situation est rapportée avec précision et rapidité afin que le public, local et international, est consciente de la situation actuelle.

L'ADF appelle les gouvernements de la Somalie, du Puntland et du Somaliland à prendre des mesures pour assurer la sécurité des journalistes et de respecter la liberté d'expression. Le travail des journalistes doivent être encouragés à apporter des informations aux gens, plutôt que de leur important travail entravé. Aussi l'ADF demande instamment le gouvernement somalien à se conformer aux recommandations de l'Expert indépendant de l'ONU en situation des droits de l'homme en Somalie, dont le mandat a été renouvelé par le Conseil des droits de l'homme, le 2 Octobre 2009.

Hannah Forster
Président – African Democracy Forum

Tel: +27 (0) 12 392 0523 Fax: +27 (0)86 634 5781 Email: info@africandemocracyforum.org
Kutlwanong Democracy Centre, 357 Visagie St, Corner Prinsloo St, Pretoria, PO Box 56950, Arcadia 0007, South Africa